

I'HUMANITÉ



*Prolétaires de tous les Pays, Peuples et Nations opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

rouge

I F

Boite Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

DOSSIER CRITIQUE DU P. S. U.

Supplément à l'Humanité Rouge n° 68
Spécial Août 1970

HISTOIRE DU P. S. U.

Un Parti s'affirme ouvrier, socialiste, révolutionnaire ; c'est le P.S.U. Contrairement au P. « C. » F., le P.S.U. a su reconnaître l'importance de la révolte étudiante en mai-juin 1968 : il faut lui en savoir gré. Les thèses du congrès de Dijon du P.S.U. ont voulu tirer les leçons de mai 1968, le P.S.U. tient à se présenter après coup comme le Parti dont mai a justifié les analyses, comme le Parti de mai, comme le Parti le plus apte à guider la classe ouvrière vers la révolution socialiste : là, il y a exagération, tentative évidente de récupération. Le P.S.U. n'est pas né en mai ; son passé bien que relativement court doit suffire pour ramener à leur juste valeur certaines prétentions du P.S.U.

Le P.S.U. (*Parti Socialiste Unifié*) est né en 1960 de la fusion du P.S.A. (*Parti Socialiste Autonome*), de l'U.G.S. (*Union de la Gauche socialiste*) et d'un groupement oppositionnel du P. « C. » F., *Tribune du Communisme* ; l'initiative venait surtout du P.S.A., le groupe le plus nombreux. L'U.G.S. provenait elle-même de la réunion en 57 de la « *Nouvelle Gauche* » et du M.L.P. (*Mouvement de Libération Populaire*, groupe catholique essentiellement ouvrier). La Nouvelle Gauche s'était constituée en 1955 de la réunion de la Jeune République (petit parti catholique fondé en 1912 et d'idéologie nettement réactionnaire), de l'Union Progressiste (groupe qui provenait lui-même d'une fusion et qui, avec Pierre Cot et E. d'Astier avait été jusque là un satellite du P. « C. » F.) et du C.A.G.I. (*Centre d'Action des Gauches Indépendantes*). Le C.A.G.I. provenait lui-même du R.D.R. (*Rassemblement Démocratique Révolutionnaire* qui regroupait les intellectuels dits de Gauche dont J.-P. Sartre), de trotskystes, des membres de l'ancienne Jeunesse Socialiste écartés de la S.F.I.O. par G. Mollet parce qu'elle était noyautée par les trotskystes. Or le Parti Socialiste prétendument Unifié ne pouvait rien apporter de nouveau par rapport à la somme hétéroclite de ses éléments pré-existants.

Aucun travail réel d'unification n'avait précédé le congrès constitutif : ce fut « en fait une sorte de meeting tenu par les membres du P.S.A., de l'U.G.S. et de *Tribune du Communisme* », chaque groupe entraînait en conservant ses positions respectives, l'unité ne résultait d'aucune critique : elle était purement formelle.

Il en avait d'ailleurs été de même lors des regroupements précédents. Aussi les statuts prévoient l'existence de tendances et leur représentation proportionnelle dans les organismes directeurs ; ce n'est pas un tel parti, fait de pièces et de morceaux, qui pourrait faire la Révolution. Il proclame son désir de la réaliser et s'en ôte les moyens, il orne d'un portrait de Lénine la tribune de sa Conférence nationale et s'inspire de l'exemple des menchéviks, ses principes d'organisation même le condamnent au bavardage, à l'électoratisme, au crétinisme parlementaire.

Les formes organisationnelles correspondaient au contenu politique, les groupes qui se réunissaient avaient en commun leur opposition au P. « C. » F. ILS S'OPPOSAIENT AU P. « C. » F. PAR LA DROITE. Non

parce que le P. « C. » F. était déjà révisionniste mais parce qu'il ne l'était pas assez à leur goût. Ce qui séparait du P. « C. » F. les membres de l'U.G.S., c'était leur origine chrétienne ou trotskyste, leur condamnation du « stalinisme », c'est-à-dire en fait les formes d'organisation et de lutte authentiquement prolétariennes et révolutionnaires, leurs positions inconscientes dans le domaine international (combien pensaient qu'en Corée le Nord avait été l'agresseur, que l'indépendance algérienne était prématurée, que l'intervention soviétique en Hongrie avait présidé à l'écrasement du socialisme authentique de Nagy, etc., etc.). « *Tribune du Communisme* » avait quitté le P. « C. » F. pour des raisons similaires : « déstalinisation insuffisante du P. « C. » F., nécessité de démocratiser le P. « C. » F. » fut-ce en oubliant totalement le centralisme ; le nom même du groupe (Tribune) était tout un programme. Quant au P.S.A., il provenait d'une scission de la S.F.I.O. : lutte personnelle pour le pouvoir à l'intérieur du Parti Socialiste et opposition à G. Mollet ; opposition aussi à la position algérienne de G. Mollet, timide et équivoque. On en critiquait les aspects les plus visiblement inacceptables : le mythe de « l'Algérie française », le bombardement de Sakiet en Tunisie ou l'arraisonnement de l'avion de Ben Bella, on allait jusqu'à se déclarer partisan de l'indépendance algérienne ; mais on se refusait à reconnaître dans le F.L.N. le seul interlocuteur alors valable et on sympathisait avec le M.N.A. de Messali Hadj, mouvement manœuvré en fait par le gouvernement français. Les fondateurs du P.S.A. n'avaient d'autre idéal politique que la social-démocratie de Blum. Ils désiraient seulement laver l'image de la social-démocratie des tâches dont la direction de G. Mollet l'avait maculée. Chemin faisant, ils les récupérèrent ou se firent récupérer par un politicien sans troupe, Mendès-France, l'homme qui après l'échec de la C.E.D. (Communauté européenne de Défense) avait fait signer les accords de Paris réarmant l'Allemagne, qui contraint par Dien Bien Phu avait mis fin à la guerre d'Indochine non sans aider à la relève de l'impérialisme français par les Américains, puis avait (avec l'aide de son ministre de l'Intérieur, Mitterand, le père précisément du slogan « Algérie française ») essayé de noyer dans le sang l'insurrection algérienne et commencé la guerre d'Algérie. Tels étaient les hommes qui fondèrent le P.S.U.

Il est vrai que depuis sa fondation le P.S.U. a évolué et s'est particulièrement renouvelé. Il est vrai qu'il s'est débarrassé de Mendès-France et de sociaux-démocrates comme Savary qui ont rejoint la nouvelle incarnation de la S.F.I.O., G. Mollet éliminé. Il est vrai que si le P.S.U. était originellement à la droite du P. « C. » F., les progrès du révisionnisme ont été au sein de ce dernier tellement galopants qu'on peut maintenant hésiter. Ne nous laissons pas pourtant trompés (comme un certain nombre de ses militants) par la récupération de Mai 1968 qu'a tenté la direction du P.S.U. En premier lieu ses principes organisationnels sont restés les mêmes. Deuxièmement et depuis 1963, la tendance dite B, celle de Rocard, demeure largement majoritaire. Rocard et sa tendance mettent l'accent sur l'importance révolutionnaire prépondérante des « nouvelles couches » : ingénieurs, cadres, techniciens. Il y a sur ce point identité de vue non seulement avec Garaudy, qui certes a été expulsé du P. « C. » F., mais avec les thèses mêmes du P. « C. » F. Et ce point précisément qui subordonne et sacrifie les intérêts de la classe ouvrière à ceux de couches moyennes, est un des aspects déterminant

du révisionnisme du P. « C. » F. L'alliance avec le P. « C. » F. que recherchera, conformément à sa dernière Conférence nationale, le P.S.U., possède une base de classe. Elle range les deux partis parmi les ennemis de la classe ouvrière ; ce qui ne signifie pas qu'il n'y ait pas de contradictions entre eux et précisément une rivalité devant une même clientèle : clientèle des couches dites nouvelles dont chacun s'affirme le représentant le plus efficace (en concurrence avec le néo-radicalisme, voire l'U.D.R.), clientèle aussi ouvrière et trompée. Ce qui ne signifie pas, au contraire, qu'il n'y ait pas contradiction au sein du P.S.U. entre tendances, entre direction et militants, et que nous ayons pas à jouer sur ces contradictions.



LES 17 THÈSES DU P.S.U. : UN SOUS-PRODUIT DE L'AVILISSEMENT DU MARXISME

Savoir ce qu'est le P.S.U., quelle ligne politique il suit, quels intérêts de classe il défend, voilà qui n'est pas aisé ; le P.S.U. est en effet un parti où cohabitent plusieurs fractions, ce dont son Secrétaire national Rocard est particulièrement fier ; nous nous en tiendrons donc aux thèses officielles du Congrès de Dijon et aux déclarations de son Secrétaire national.

Après la tempête révolutionnaire du printemps 68 dans laquelle certains de ses militants ont joué un rôle, en particulier à la direction de l'U.N.E.F., il a éprouvé le besoin de « revoir » en mars 1969 ses analyses fondamentales : il s'est agit en fait pour sa direction de camoufler sous une démagogie « gauchiste » en apparence des thèses vieilles comme la social-démocratie. Mais ayons le courage de surmonter la phase « *technocratique* » pseudo-scientifique pour retrouver le langage de Kautsky, car nous allons le voir, comme le vieil opportuniste, c'est au nom de la science marxiste que le « jeune » Parti déforme le marxisme. (1).

L'ETAT ET LA REFORME

La question fondamentale que l'on doit se poser à l'égard de tout parti, celle qui éclaire rapidement le contenu de classe de sa politique, c'est celle de son attitude face à l'Etat, c'est-à-dire face à la révolution. Et là on s'aperçoit très vite que le P.S.U. apporte sa contribution au travail des savants et écrivains bourgeois pour embrouiller un peu plus la question ; tout au long de ses thèses il louvoie ; comment lui en vouloir, ses théories usées sont tellement à contre-courant de l'expérience des masses qu'il faut les maquiller à la mode.

Comment s'y prend-il ?

Une thèse « remarquable » :

les Etats capitalistes sont au service du capital.

Au-delà de la brillante affirmation que l'Etat « aide » le Capital,
« Partout s'opère un resserrement entre milieux capitalistes et dirigeants de l'Etat et de l'administration pour décider en commun des choix nécessaires à la stratégie capitaliste des firmes nationales et accélérer leur concentration. » (thèse 1, § 5).

Ou bien :

« Le pouvoir de la bourgeoisie ne réside pas essentiellement dans son emprise sur l'Etat... » (thèse 5, § 3).

Quel est le véritable sens de telles phrases qui tissent la toile de fond du Congrès de Dijon ?

C'est en fait que la machine d'Etat, dont soit dit en passant l'administration est partie intégrante, est aujourd'hui au service des capitalistes...

mais qu'il pourrait en être autrement ; n'y a-t-il pas selon le P.S.U. des contradictions entre grandes firmes capitalistes et Etat ?

« Les firmes à la recherche de leur autonomie essaient de se soustraire aux « Directives nationales » et les Etats ne peuvent défendre les équilibres internes qu'en pratiquant de plus en plus fréquemment des politiques de « stabilisation. » (thèse 1, § 3).

Ce faisant le P.S.U. ne nous dit pas qui sont censées servir ces « Directives nationales », mais ses développements ultérieurs le laissent entendre : il s'agit de « l'intérêt collectif » que d'autres appellent « intérêt national » ; ne s'arrêtant pas en si bon chemin, le P.S.U. en arrive à nous faire prendre les contradictions entre fractions de la bourgeoisie pour des contradictions entre l'Etat au service de tous et le Capital en général :

« Mais en même temps les dirigeants capitalistes aimeraient bénéficier des regroupements internationaux pour échapper à la contrepartie de l'aide étatique qui risque d'être un certain contrôle sur leurs décisions. »

Que MM. Rotschild, Dassault et autres Floirat, n'en doutent pas, le P.S.U. comprend leurs problèmes : d'ailleurs ils pourraient peut-être préciser quels types de contraintes l'Etat fait peser sur leurs affaires ? Et, quelles contreparties il leur réclame pour les bonnes affaires qu'il leur fait faire. (Télé en couleur, vente d'armement, dévaluation...).

Certes, il y a là autant d'humour qu'à affirmer que l'homme est « contraint » de se servir de ses poumons pour respirer, ce qui, attristante vérité, l'empêche de décider s'il faut expirer quand il doit inspirer.

Une lapalissade qui en dit long.

En fait non seulement le P.S.U. refuse de voir que l'Etat bourgeois dans les pays impérialistes intervient directement dans le processus de reproduction du capital des monopoles, qu'il en est une partie organique et que toute sa politique est guidée par cette fonction, mais encore il entretient des illusions sur les objectifs que peut avoir un tel Etat :

« Chaque pays s'efforce d'affronter la concurrence internationale en sacrifiant des objectifs sociaux ou collectifs et en pratiquant des politiques industrielles qui déguisent de moins en moins les actions du dumping. » (thèse 1, § 5).

Evidemment, ajouterons-nous, si ces Etats « sacrifient » des objectifs sociaux ou collectifs, c'est qu'ils auraient pu ou pourraient réaliser de tels objectifs ; nous voyons ici à quel point cette affirmation que l'Etat « aide » le capital, n'est intéressante que par ce qu'elle précise « en sacrifiant d'autres fonctions ».

D'ailleurs, d'après le P.S.U., n'y a-t-il pas quelques coïncidences entre les intérêts du capital et les intérêts collectifs, de telle sorte que maintenir cette coïncidence permettrait à l'Etat d'éviter les « conflits sociaux ».

« ... Les rapports de force entre capitalistes et ouvriers ont atteint un niveau tel que l'élargissement de la consommation individuelle et parfois même collective — qui ne peut coïncider de façon permanente avec les objectifs du capital — est devenu une nécessité vitale.

C'est pourquoi le capital, assisté de l'Etat, doit veiller à une croissance économique relativement rapide dans les pays les plus développés pour essayer d'échapper aux conflits sociaux. » (thèse 1, § 1).

Peut-être le P.S.U. pourrait-il ajouter en appendice que, si l'Etat aide les patrons à exploiter leurs ouvriers, c'est pour que ces derniers ne meurent pas dans le luxe et l'oisiveté ? Pour s'en convaincre il suffirait de jeter un coup d'œil sur le VI^e plan.

Quel cerveau de travailleur irait imaginer pareille sottise ? Qui, si ce n'est la bourgeoisie elle-même, niera que la classe des exploités n'envisage le monde autrement qu'à travers l'accroissement de ses profits ? Imaginer le contraire c'est embellir cette classe condamnée par l'histoire ; car l'Etat bourgeois n'est pas le cerveau « intelligent » du Capital qui lui permet de résoudre ses contradictions, mais un instrument de domination qui lui permet de multiplier prodigieusement ses profits en même temps d'ailleurs qu'il accroît ses contradictions et précipite sa chute ; c'est pour cette raison que Rocard se trompe lourdement lorsqu'il déclare avec « perspicacité » :

« Le grand capital économique et financier, en ce moment, ne peut pas se permettre d'opprimer les libertés, sous peine de s'affaiblir tant dans le domaine scientifique que de l'information générale. »

(Rocard : « Le P.S.U. est-il un parti de classe ? »)

L'administration fasciste des monopoles yankees appréciera particulièrement, elle qui « accueille » des savants du monde entier.

De Gaulle : un arbitre ?

Les réflexions que l'analyse de la crise du capitalisme international par le P.S.U. nous a inspirées, donnent un relief particulier à l'opportunisme, lorsqu'on les reporte sur la crise du capitalisme français vu par le P.S.U. ; là, en effet, tout lecteur peut mesurer la profondeur des thèses du P.S.U. :

« La phase actuelle du capitalisme peut être caractérisée par une soumission croissante de l'appareil d'Etat aux critères et aux besoins de l'économie capitaliste. » (thèse 3, § 3).

Y aurait-il des possibilités de plus ou moins grande « soumission » de l'Etat capitaliste à l'économie des capitalistes ? Est-ce que cela voudrait dire qu'il y a un siècle l'Etat français était moins « soumis » à l'économie capitaliste qu'aujourd'hui ? L'occupation de l'Algérie en 1830, la guerre du Mexique, celle de 1870, la répression de la Commune, etc., pour le compte de qui croit-on que ces crimes ont été commis ? Car effectivement en système capitaliste, l'Etat est un Etat capitaliste, instrument de domination politique, économique, militaire et idéologique du capital, de même qu'en système féodal l'Etat est un Etat féodal, etc. On voit que cette « phase actuelle » n'a pas grand chose de nouveau ; par contre, on pourrait s'attendre à un progrès scientifique du P.S.U. lorsqu'il reconnaît que « le régime gaulliste » paraissait mieux adapté aux besoins de la concentration capitaliste moderne, moins dépendant des intérêts capitalistes marginaux sur-représentés dans le parlementarisme classique. Est-ce là le début d'une reconnaissance d'un Etat bourgeois, instrument de la bourgeoisie monopoliste ? non ; le P.S.U. n'énonce quelques vérités que pour retomber dans les platitudes les plus éculées, comme celle de « l'Etat arbitre » :

« ... Il révèle (le gaullisme) les conflits internes à la bourgeoisie et se trouve contraint à des arbitrages qui menacent la cohésion de son assise sociale traditionnelle ».

Ou encore :

« ... Le bonapartisme gaulliste exprime cette nouvelle réalité : l'arbitrage (entre les classes sociales et entre les diverses couches de la bourgeoisie) se fait directement au niveau du chef de l'Etat ». (thèse 2, § 3).

Au nombre de ces arbitrages entre classes sociales sans doute le P.S.U. compte-t-il la politique de « participation » ; même s'il ajoute qu'il s'agit là d'un « mauvais » arbitrage puisqu'il y a trop de « précautions et de limites qui empêchent la critique collective de s'exprimer » (thèse 2, § 5). Mais alors, sans ces limites la participation eut été une bonne chose ? N'est-ce pas par essence même que cette « participation » (dont Lénine parlait déjà) vise à enchaîner un peu plus les prolétaires au Capital ?

Concluons gaiement, avec le P.S.U., que « dans tout cela l'Etat est fortement appuyé par le patronat » (!)

Tout ceci nous amène à dire que le P.S.U. à l'image de son Secrétaire général qui aime faire allusion à Marx, connaît bien mal l'histoire, car ce n'est pas Lénine seul, mais Marx et Engels qui ont décrit comment l'Etat est le produit de contradictions de classes inconciliables, et qu'il est en règle générale « l'Etat de la classe la plus puissante, de celle qui domine au point de vue économique et qui, grâce à lui, devient classe politiquement dominante et acquiert ainsi de nouveaux moyens pour mater et exploiter les classes opprimées ».

(Engels : « L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat »)

Et Lénine ajoute : « Selon Marx, l'Etat est un organisme de domination de classe, un organisme d'oppression d'une classe par une autre, c'est la création d'un « ordre » qui légalise et affermit cette oppression en modérant le conflit de classe. Selon l'opinion des politiciens petits-bourgeois, l'ordre est précisément la conciliation des classes, et non l'oppression d'une classe par une autre ; modeler le conflit, c'est concilier et non retirer certains moyens et procédés de combat aux classes opprimées, en lutte pour le renversement des oppresseurs » (l'Etat et la Révolution).

Peut-on mieux répondre au P.S.U. lorsqu'il se plaint de l'abandon des « programmes sociaux ».

« Aux U.S.A., ce sont les programmes de lutte contre la pauvreté et les projets en faveur des villes et surtout des communautés de couleurs qui sont la cible préférée des milieux d'affaire. » (thèse 4, § 6 c).

De fait nous allons voir que cette conception de l'Etat, dont nous disions tout à l'heure qu'elle était à tout coup révélatrice du contenu de classe d'une politique, nous la retrouvons à chaque tournant du Congrès de Dijon.

LE PASSAGE AU SOCIALISME

La seule reconnaissance de la nécessité du socialisme en général est une phrase creuse qui ne fait qu'exprimer l'inquiétude de la bourgeoisie face à ses contradictions insurmontables ; du fascisme au révisionnisme, il est peu de variantes de l'idéologie bourgeoise qui puissent affirmer

ouvertement, à l'heure où l'impérialisme craque de partout sous les coups de boutoir des forces révolutionnaires, que le capitalisme peut se survivre ; c'est pourquoi nous ne décernerons pas de certificat d'honnêteté révolutionnaire au P.S.U. lorsqu'il reconnaît que « *le socialisme est nécessaire pour libérer les forces productives et pour empêcher que l'humanité se débâte dans des crises de plus en plus graves.* » (thèse 3, § 1).

Mais nous nous attacherons plutôt à examiner comment et avec quelles forces d'après le P.S.U. nous gagnerons ce monde nouveau.

Le P.S.U. n'est pas très précis sur la question ; il est vrai qu'après le printemps révolutionnaire de 68 et ce que sont devenus les « acquis » d'alors, il est difficile de trop s'étendre sur la question car effectivement le P.S.U. ne prépare pas l'insurrection armée, il se contente (l'expérience des masses est une chose avec laquelle on ne peut trop ruser) d'affirmer :

« *Le fait que les solutions socialistes se dessinent de manière toujours plus claire, comme des réponses précises à des situations déterminées, secteur par secteur, ne doit pas laisser croire qu'une structure socialiste propre à un seul secteur d'activité peut subsister dans un environnement capitaliste, bien au contraire.* » (thèse 3, § 1).

Mais il ajoute : « qu'il existe en système capitaliste des solutions « qui vont dans le sens du socialisme » (thèse 3, § 3) et c'est pas à pas, avec prudence, qu'il finit par dévoiler le fond de sa pensée (essentiellement à travers les trois derniers paragraphes de la thèse 5).

« *Il est donc impossible de négliger les batailles électorales mais leur importance dépend de la conjoncture. Elles peuvent contribuer à relancer le rapport des forces dans un sens favorable aux travailleurs...*

Elles peuvent mettre en cause plus directement le pouvoir central et soutenir les forces socialistes qui s'expriment à travers les luttes sociales. En cas de victoire, elles peuvent permettre à ces forces de contrôler l'appareil d'Etat et certains centres de décision et d'information. » (thèse 5, § 3).

Ce ne sont pas les révisionnistes du P. « C. » F. qui parlent ainsi, ce ne sont que leurs pâles fantômes ; et comment faire crédit au P.S.U. lorsqu'il affirme que « *l'alternative socialiste* » ce n'est pas « *l'alternative démocratique* » du P. « C. » F. : même conception de l'Etat dont on devrait s'emparer par les élections (le P.S.U. ne fait allusion à aucune autre solution) pour « limiter le pouvoir des monopoles », même si pour le P.S.U. ce n'est pas décisif et qu'il faut encore créer « un changement du rapport de force au niveau des entreprises elles-mêmes » (sic).

— Même conception des « *réformes véritables qui modifient dans la société tout entière la répartition des pouvoirs en faveur des classes populaires et des forces socialistes* » (thèse 5, § 5)... ; jamais le P.S.U. qui se réserve une porte de sortie « *révolutionnaire* » en parlant de l'intervention des masses dans ce processus, ne fait allusion à l'instrument de domination de la bourgeoisie, aux détachements d'hommes armés qu'elle entretient ; autant dire que la bourgeoisie devant la mobilisation des masses s'en ira progressivement en lâchant réforme après réforme ; mais il est évidemment difficile au P.S.U., « *Parti de Mai* », de le dire aussi crûment.

Et comme cela transparait malgré lui derrière son verbiage pseudoscientifique, il se définit négativement par rapport aux plus grands

traîtres, les dirigeants révisionnistes du P. « C. » F., mais pour être des opportunistes d'une moindre envergure et d'un plus vieux modèle, les dirigeants du P.S.U. n'en sont pourtant pas moins d'authentiques falsificateurs du marxisme et de naïfs démagogues.

Un socialisme à visage connu.

Si nous n'étions pas déjà convaincus de cette vérité que nous venons d'énoncer, le développement du P.S.U. sur la société socialiste achèverait de nous persuader : comme : Waldeck Rochet ou Marchais les dirigeants du P.S.U. sont des mystificateurs.

Mystification tout d'abord, que d'assimiler « les formes bureaucratiques et oppressives de la plupart des expériences socialistes en cours » et stalinisme, mais passons rapidement sur « cette gigantesque escroquerie de la bourgeoisie qui écrit l'histoire à sa manière en discréditant à travers Staline quarante années d'édification du socialisme ». (J. Jurquet : « *Le Printemps révolutionnaire de 1968* »),

pour en arriver à l'envers de la médaille, nous avons vu tout à l'heure les perspectives réjouissantes d'un « contrôle » de l'Etat bourgeois (et si le P.S.U. nous répond que ce n'est pas vrai, c'est qu'il confond gouvernement et Etat), nous voici maintenant de l'autre côté, face au refus du stalinisme, c'est-à-dire comme l'a bien expliqué Rocard, de la dictature du prolétariat (1), qui équivaldrait selon le P.S.U. à une « dictature sur le prolétariat ». (Il reprend là une expression vieillote de Trotsky).

« Il en est résulté un édifice ultra-hiérarchisé, rappelant certains des pires aspects du capitalisme, et dans lequel les travailleurs sont privés des moyens élémentaires d'expression politique. »

Mais demanderions-nous au P.S.U., qui exerce cette dictature « sur » le prolétariat ? Serait-ce une dictature d'ordre divin ? Les prolétaires comme les bourgeois savent que cela n'existe pas. Alors pour les intérêts de quelle classe Lénine et Staline se sont-ils battus toute leur vie ? Pour ceux de la bourgeoisie ? Ou pour ceux du prolétariat ? Mais alors comment le prolétariat exercerait-il une dictature sur lui-même ? (2).

Le P.S.U. là-dessus ne saurait nous répondre rien d'autre que des phrases creuses sur la bureaucratie, qui n'est en réalité qu'une des couches de la bourgeoisie et non pas, comme le laissent entendre tous les réactionnaires, trotskistes et autres révisionnistes, une classe à part, ni prolétarienne, ni bourgeoise.

En vérité, la meilleure réponse que nous apporte le P.S.U., c'est sa référence à « l'autogestion » yougoslave.

« Qui a eu le mérite de créer un type de rapports sociaux et humains dont certains aspects vont dans le sens du socialisme non bureaucratique, dont nous sommes partisans. » (thèse 6, § 8).

... L'anarchie dans la production, et dans la répartition des fonds sociaux, la concurrence et la spéculation sur le marché, le processus de différenciation et le renforcement des éléments capitalistes à la campagne, tous ces phénomènes seraient-ils des caractéristiques de l'économie socialiste ? Tito lui-même, pour tenter de se « blanchir » a été obligé de reconnaître ces traits de l'économie yougoslave : « voilà les résultats du socialisme « spécifique » (à visage humain aurait dit Dubcek), de la « libéralisation », de l'« autogestion », de la « décentralisation », de la « démocratie » titiste.

Comme le soulignait le « Zeri I Popullit », organe central du Parti du Travail d'Albanie, le 17 mai 1962 :

« La libéralisation a apporté la liberté pour faire main basse sur la propriété nationale, « l'autogestion », le droit des ouvriers d'être exploités par l'appareil bureaucratique et celui des directeurs de toucher des traitements vingt fois plus élevés que ceux des travailleurs ; la « décentralisation » a permis à chacun de faire à sa guise, a entraîné l'anarchie dans la production, la concurrence sur le marché et le libre jeu des prix ; la « démocratisation » a permis de voler impunément des millions et a entraîné la dégénérescence complète de l'appareil d'Etat. »

Ici il faut nous pencher un peu plus sur cette couche bourgeoise que représente la bureaucratie.

« La recherche d'une industrialisation rapide, à partir d'une base de départ réduite, la nécessité de transformer des masses paysannes considérables, au niveau culturel faible, en travailleurs de la grande industrie, ont exigé des sacrifices tels qu'ils entraînaient un processus de bureaucratisation. En Russie en particulier, l'incapacité où se trouvait la classe ouvrière d'exercer un contrôle réel sur le pouvoir, a permis aux tendances autoritaires de triompher au sein du Parti Communiste et de s'affranchir, sous Staline, de tout contre-poids démocratique. » (thèse 6, § 2).

Qu'est-ce qui engendre la bureaucratie ? Est-ce la centralisation, la direction du Parti ? ou bien le contenu de classe de cette centralisation ?

Dans le cas d'un Parti Communiste authentique, regroupant les éléments d'avant-garde du prolétariat, cette centralisation et cette direction ne saurait être autre que prolétarienne ; au cas contraire, elle aurait dégénéré et serait devenue une direction révisionniste, une direction de type fasciste qui effectivement exercerait sa dictature sur le prolétariat pour le compte de la bourgeoisie (c'est le cas de « la ligue fasciste » de Tito).

Le P.S.U., pour mieux nous faire comprendre ce qu'il entend par socialisme non stalinien, cite encore en exemple les tentatives des révisionnistes tchécoslovaques :

« ... Qui ont compris que cette souplesse (de la planification) devait être apportée au système économique par la libre expression des conflits d'intérêts. » (thèse 6, § 3).

De quels conflits peut-il bien s'agir, sinon de ceux qui opposent bourgeoisie et prolétariat, exploités et exploités ? On voit le sens de cette « libre expression » et qui elle sert : c'est en réalité la liberté pour la bourgeoisie d'exploiter le prolétariat ; ou alors la bourgeoisie et son idéologie aurait disparu en Tchécoslovaquie, comme elle est portée disparue officiellement dans les pays révisionnistes depuis que Khrouchtchev l'a décidé. Mais dans ce cas, de quels conflits d'intérêts est-il question ? Le métallo et le cheminot auraient-ils des intérêts différents ? C'est ce que semble affirmer le paragraphe 4 de cette même thèse :

« L'hétérogénéité de la classe ouvrière, tant au point de vue de ses traditions que de sa structure, interdit à tout parti de revendiquer sa représentation exclusive. » (thèse 6, § 4 b).

Décidément, il est étonnant que M. Rocard n'ait osé rejeter avec Staline et Lénine, Marx et Engels ; ou alors M. Rocard qui paraît-il aurait lu Marx en allemand, aurait trouvé des contre-sens dans nos éditions

françaises. Quant à nous, marxistes-léninistes, nous avons toujours considéré qu'il n'y a pas de parti au-dessus des classes (sauf en ce qui concerne les différentes fractions de la bourgeoisie) ; le prolétariat n'exploitant personne, on se demande quelles contradictions peuvent le traverser si ce n'est celles qui opposent l'idéologie prolétarienne à l'idéologie bourgeoise dans ses rangs ; c'est pourquoi il n'existe et ne saurait exister qu'un seul parti de la classe ouvrière, les autres partis, dont le plus important est le parti révisionniste français, n'étant que des détachements de la bourgeoisie dans les rangs du prolétariat.

Mais le P.S.U. va jusqu'au bout dans sa duplicité sociale-démocrate lorsqu'il pousse l'audace « révolutionnaire » jusqu'à affirmer, pour préciser ce qu'il entend par « démocratie politique » :

« La liberté d'expression sera assurée à tous les courants, amis ou ennemis qui subsisteront dans une société pluraliste... » (thèse 4, § 10).

Encore une fois, on le voit, il s'agit de faire croire aux opinions au-dessus des classes ; car sinon, comment le prolétariat au pouvoir pourrait-il tolérer que les anciens exploités s'expriment en toute liberté, eux dont l'idéologie plusieurs fois millénaire a contribué à l'asservissement du peuple ; quant aux idées fausses, aux idées bourgeoises nécessairement présentes dans les rangs du prolétariat comme dans ceux du peuple, comment la dictature du prolétariat les empêcherait-elle de s'exprimer ? Mais également comment l'idéologie prolétarienne ne les combattrait-elle pas par tous les moyens (presse, enseignement, télévision, cinéma, littérature, etc.).

Nos lecteurs n'ont-ils pas l'impression que cette société « socialiste » du P.S.U. a un curieux air de « déjà vu » ? Cet Etat socialiste « qui a désormais pour tâche principale de régler les contradictions entre différentes catégories de travailleurs » n'est-il pas le reflet et le frère jumeau de cet Etat capitaliste (particulièrement sous sa forme parlementaire) modérateur des conflits de classe ?

Tout nous pousse à le croire, même les « garde-fous » que le P.S.U. pose généreusement :

« Il conviendra d'assurer la participation des syndicats à l'élaboration et au contrôle du Plan sans que soit remis en cause l'autonomie du mouvement syndical et le droit de grève... » (thèse 14, § 2).

Mais, ce faisant, il se moque vraiment avec cynisme et des ouvriers et du socialisme ; peut-être s'imagine-t-il que les ouvriers font la grève pour le plaisir, à moins que le Plan dont il est question n'ait effectivement pas pour objectif de servir les travailleurs.

Nous pencherons plutôt pour cette dernière solution, car nous ne pensons pas que les dirigeants du P.S.U. sont des faibles d'esprit.

UN PARTI ANTI-BOLCHEVIK, UN VERITABLE MARAIS

« Et à quiconque critique le P.S.U. en évoquant son hétérogénéité, je répondrai toujours : « Décidément, vous défendez le modèle stalinien de parti. »

(Rocard).

Si le P.S.U. n'était pas un parti bourgeois, s'il était un parti révolutionnaire qui vise à renverser la bourgeoisie, nous dirions que la bourgeoisie

n'aurait aucun mal à le désagréger, à le noyauter de ses agents, à acheter ses dirigeants, et que s'il était le parti de la classe ouvrière il conduirait son armée au massacre.

Mais le P.S.U. ne se prépare pas au combat et la seule évocation d'une armée prolétarienne et de sa discipline de fer provoque dans ses rangs des glapissements d'effroi.

Nous ne nous étendrons pas sur ses caractéristiques de parti à tendances qui lui donnent plus l'air de ce type de « formation », imprécise, amorphe, désorganisée, dont parle Staline que d'un parti révolutionnaire ; mais le P.S.U. n'est qu'un « courant » avec les échos marécageux que ce terme évoque, et il en est fier ; c'est qu'il représente exactement ce qu'étaient les partis de la II^e Internationale, avec en plus une terminologie propre à cacher aux jeunes militants qui « veulent » la révolution, que le P.S.U. n'est pas ce parti révolutionnaire, âme du printemps 68, qu'il prétend être, mais un vieux parti de petits-bourgeois anti-communistes, de contre-révolutionnaires.

Ce qui le distingue également des partis que fustigeait Lénine, c'est qu'ouvertement, bien qu'il ait de la « classe ouvrière » plein la bouche, il ne prétend pas être le parti d'une classe, mais le « front » de plusieurs classes victimes du capital : ce qui explique, selon lui, les divergences en son sein :

« Si les travailleurs salariés, les ruraux, les étudiants et enseignants vivent tous dans leur travail des situations heurtées, contradictoires d'une catégorie à l'autre, d'un atelier à l'autre, d'une branche d'industrie à l'autre, il y a des raisons précises à cet état de fait.

Le P.S.U. pense qu'il est important de mettre au grand jour ces tensions pour les étudier, les expliquer et les surmonter ; les masquer ou les nier ne menant qu'à une conception religieuse du parti et de l'action politique, où l'oracle venu du haut tient lieu d'expérience vécue. » (thèse 9, § 4).

Ce que cette « thèse » ne dit pas c'est de quel point de vue de classe sont étudiées, expliquées, surmontées les contradictions de classe qui le traversent, ni *qui* se charge de ce travail ; serait-ce un détachement prolétarien d'avant-garde ? L'idéologie du prolétariat serait-elle au pouvoir ? à examiner les idées et la pratique dominante dans les rangs du P.S.U., nous en doutons.

D'autant que nous supposons que le P.S.U. règle les contradictions de classe chez lui de la même façon qu'ailleurs, et quand il doit cesser de bavarder pour choisir, nous savons de quel côté il penche : du 15 novembre au 10 mai (3), sans compter les mille exemples de sa pratique quotidienne, c'est toujours aux révisionnistes du P. « C. » F. qu'il apporte son soutien de fait contre l'avant-garde réorganisée de la classe ouvrière, contre les communistes marxistes-léninistes.

Que nos lecteurs y songent : il n'y a pas de conciliateurs au-dessus des classes, il n'est pas de politique qui ne soit au service d'une classe.

Nous n'avons souligné ici que quelques aspects théoriques (les plus importants) de la ligne du P.S.U. ; l'examen approfondi tant de ses « analyses » économiques que des développements politiques de son Secrétaire général nécessiterait la parution d'un texte plus fourni : il nous permettrait surtout de développer sur les applications concrètes d'une telle ligne. Nous pensons pourtant que les éléments apportés par ce texte donnent une idée relativement précise de la nature du P.S.U.,

véritable succédané du P. « C. » F. En outre, nous sommes persuadés que les développements des prochaines luttes révolutionnaires de la classe ouvrière et du peuple de France ne tarderont pas à le démasquer plus complètement aux yeux des masses, malgré sa démagogie « révolutionnaire », comme larbin de l' « ordre » de la bourgeoisie.

(1) Nous ne parlons même pas ici des apports du léninisme qui au dire de Rocard, est déjà une interprétation « stalinienne » du marxisme :

« ... Nous avons refusé explicitement le terme « dictature du prolétariat » à cause de sa variante stalinienne, c'est sûr. Mais je crois que le raffinement qui consiste à distinguer entre Lénine et Staline est un peu illusoire, dans la mesure où les fondements de ce qui allait se passer étaient tout de même acquis sous Lénine ». (« Le P.S.U. », éditions du Seuil).

Outre Barjonet ou Kriegel, peu de « marxistes » bourgeois ont été plus naïvement honnêtes.

(2) « ... La dictature ne s'exerce pas au sein du peuple. Le peuple ne saurait exercer la dictature sur lui-même, et une partie du peuple ne saurait opprimer l'autre... » (Mao Tsé toung : « De la juste solution des contradictions au sein du peuple »).

(3) — Le 15 novembre, journée de solidarité avec le peuple vietnamien et le peuple américain, toute manifestation était interdite et Paris, pour la première fois, était totalement quadrillé par les C.R.S.

La direction P.S.U. de l'U.N.E.F. après avoir laissé entendre jusqu'à la veille qu'elle appellerait à manifester avec les marxistes-léninistes, retourna une fois de plus sa veste au dernier moment et convia les étudiants à se presser à la remorque du P. « C. » F. entre plusieurs colonnes de C.R.S. ; les étudiants progressistes, en queue de cortège se firent matraquer tant par les C.R.S. que par les permanents révisionnistes, tandis que les communistes marxistes-léninistes de France amenaient clandestinement plus de 2.000 manifestants à tenir le pavé pendant une demie heure dans un quartier populaire de la capitale.

— Le 10 mai, comme le 1^{er} Mai, le P.S.U. renouvelait le scénario du Bureau national de l'U.N.E.F. le 15 novembre ; encore une fois il choisit d'apporter sa caution au P. « C. » F., ce qui aboutit une fois de plus à la mise en quarantaine des progressistes par le service d'ordre révisionniste.

P. S. U., ÉLECTORALISME ET P. « C. » F.

Le P.S.U. a tenu récemment à Rouen un Conseil national. Ces assises furent à l'image du P.S.U. : un combat de tendances organisées qui se comptaient dans le vote de motions d'orientations. Les motions écartées, celles de Terray et de Kergoat, mériteront que nous revenions une autre fois sur les courants qu'elles représentent au sein du P.S.U. Largement majoritaire fut la motion Rocard, peut-être la plus ambiguë. La motion Rocard, reprise par toute une série de résolutions, prévoit la recherche d'alliances tant avec le P. « C. » F. qu'avec les groupes issus de mai », la dénonciation du « cadre de vie », et, objectif lointain, la contribution du P.S.U. à « l'édification d'un parti révolutionnaire ». On sait assez ce que Rocard entend par « révolutionnaire », on connaît assez les précédents du P.S.U. en la matière pour penser que le troisième point est purement rhétorique. La dénonciation du cadre de vie, c'est-à-dire des formes concrètes de l'oppression capitaliste, peut correspondre à une idée juste : tout dépend de la façon dont elle sera menée. Le premier point demeure hélas l'essentiel : c'est la proximité des élections municipales qui fait ressentir au P.S.U. la nécessité d'alliances. Ces alliances ne se feront pas à la base dans une action commune, elles seront négociées au sommet : une « délégation nationale » P.S.U. doit rencontrer le P. « C. » F... L'alliance, soit avec le P. « C. » F., soit avec des groupes trotskystes reproduit la tactique électorale essayée (pourtant sans succès, mais le P.S.U. n'a pas le choix) aux partielles de Paris-12° et de Nancy. Ententes au sommet, perspectives électoralistes : le P.S.U. reste entièrement fidèle aux conceptions social-démocrates de la vie politique.

Cette ligne se heurte à des difficultés. Elles proviennent tout d'abord des alliés éventuels. Non, certes, des trotskystes : ils se réjouissent de se voir reconnus et espèrent, par la voie électoraliste, sur laquelle ils ne pourraient s'engager seuls, échapper à leur condition groupusculaire ; ils reconnaissent par ailleurs bien des éléments de leur programme dans celui du P.S.U., par exemple dans la récente résolution sur le contrôle ouvrier. Mais, comme on ne mange des merles que faute de grives, le P.S.U. ne s'allie aux trotskystes que manque de mieux. Dans des perspectives électoralistes, le P. « C. » F., qui trompe des masses infiniment plus importantes, vient naturellement en premier. Or le P. « C. » F. renacle. Il préfère l'alliance avec le Parti Socialiste classique : au niveau national et d'un point de vue électoral, les dernières présidentielles l'ont montré, celui-ci ne représente plus grand-chose, mais pas beaucoup moins que le P.S.U. ; au niveau local, dans les compromissions et les combines, il demeure plus efficace. Le P. « C. » F. ne peut répondre aux avances du P.S.U. qui en fait aussi aux trotskystes sans se désavouer ; il y a moins de différences que les intéressés l'affirment entre la politique du P. « C. » F., du P.S.U. et des trotskystes, mais c'est la dernière chose à avouer. Andrieux et Billoux reprennent les « analyses » à la Marchais et font du P.S.U. l'allié du pouvoir. Le P.S.U. ne se décourage pas et répète : « *Nous disons aux dirigeants du P. « C. » F. que nous sommes prêts à envisager avec eux un accord national et public pour*

les prochaines élections municipales qui comporte une plateforme claire et sans équivoque sur les batailles de rupture qui doivent être menées contre la politique d'encadrement et de domestication des municipalités poursuivie par le pouvoir ». L'analyse que les dirigeants du P.S.U. font du P. « C. » F. ne leur interdit décidément pas d'envisager une alliance avec lui.

Cette politique des dirigeants du P.S.U. se heurte en second lieu à une réticence de la base. Si les dirigeants sont de vieux chevaux de retour, la moitié des adhérents du P.S.U. y sont entrés après mai 68. Ils se sont assurément fourvoyés, ils ont été victimes de leur confusion, de contradictions qu'ils ne dominaient pas, mais leur adhésion signifiait un refus de la social-démocratie classique et du révisionnisme du P. « C. » F. qui tendait au même : la soumission des masses par un chemin détourné aux intérêts de la bourgeoisie. Il faut maintenir ces militants dans leurs illusions, enrober la politique droitière dans la phrase de gauche. C'est le but de la résolution du Conseil national sur les municipales. L'action municipale des élus, en liaison avec les électeurs, permettrait des combats dits « de rupture » qui permettraient d'enrayer certains rouages de la machine d'Etat capitaliste. C'est la justification électoraliste typique à laquelle deux siècles de pratique en France n'ont encore apporté aucune confirmation expérimentale.